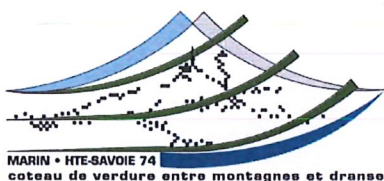


République Française

Département de la Haute-Savoie



Dossier n°	DP 074 166 23 B0077
Déposé le :	18/10/2023
Par :	Monsieur KURBANOV Muhamed
Sur un terrain sis à :	80 Chemin des Terreaux 74200 MARIN
Pour :	Extension d'un chalet existant

ARRETE
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Marin

Le Maire de Marin,

Vu la déclaration préalable présentée le 18 octobre 2023 par Monsieur KURBANOV Muhamed, demeurant 80 Chemin des Terreaux à MARIN (74200) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour l'extension d'un chalet existant ;
- Sur un terrain situé au 80 Chemin des Terreaux à Marin (74200) ;
- Pour une surface de plancher créée de 23,92 m².

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/07/2008, modifié les 18/11/2013 et 19/01/2016, et révisé le 03/06/2015 et le 22/05/2018 ;

Vu le Plan de Prévention des Risques approuvé le 27/12/2007,

Vu les délibérations du 29/06/2017 de la communauté de communes Pays d'Evian – Vallée d'Abondance instaurant la participation pour le financement de l'assainissement collectif (article L. 1331-7 et L.1331-7-1 du code de la santé publique) ;

Vu la consultation du service gestionnaire du réseau public d'assainissement collectif de la Communauté de Communes des Pays d'Evian et Vallée d'Abondance en date du 02/11/2023,

Vu les compléments et modifications apportés au dossier par le maître d'ouvrage en date du 03/11/2023 ;

ARRETE

Article 1 :

Il n'est fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2 :

Les prescriptions émises par le service gestionnaire du réseau public d'assainissement collectif seront strictement respectées. Les eaux usées et les eaux pluviales seront séparées.

Au titre de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFCA), le bénéficiaire du permis est assujéti au versement de la somme de 621,92 €. Cette somme est donnée à titre indicatif.

Les eaux pluviales des bâtiments et surfaces imperméables devront être collectées, puis raccordées au réseau public d'eaux pluviales (article UH.8 du règlement du plan d'urbanisme).

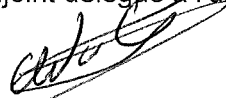
Les raccordements aux réseaux câblés devront être enterrés (article UH.8 du règlement du plan d'urbanisme).

Les matériaux et coloris de la partie neuve seront en harmonie avec ceux de la partie existante.

La nuance de teinte des matériaux de façades et de toiture sera déterminée en accord avec la commune sur échantillon, avant réalisation (article UH.4 du règlement du plan d'urbanisme).

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux ne devra être adressée qu'après réalisation des abords prévus dans la demande susvisée (article R.462-1 du code de l'urbanisme).

Fait à Marin, le 16/11/2023
Gilbert NOIR,
Adjoint délégué à l'urbanisme,



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2008-1353 du 19 décembre 2008, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.